

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie

Annecy, le **12 AOUT 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARMACO

Le Pas d'un Jean
Route de Thônes
Annecy-Le-Vieux
74940 ANNECY

Références : SECH2022-20220728-RAP-InspInopCarCarmacoAnnecy-vs

1) Contexte

La situation de la sécheresse du département a amené l'inspection à réaliser des inspections inopinées dans les installations classées qui prélevaient de l'eau afin de déterminer si des mesures de réduction d'eau avaient été mises en place par l'exploitant. A la date de l'inspection, le niveau d'alerte renforcée concernait le secteur du Fier où société Carmaco exploitant de la carrière de roches massives prélève l'eau. C'est dans ce cadre que l'inspection a réalisé cette visite inopinée sur ce site.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement CARMACO implanté Le Pas d'un Jean - La Montagne - Annecy le Vieux 74940 ANNECY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARMACO
- Le Pas d'un Jean - La Montagne Annecy le Vieux 74940 ANNECY
- Code AIOT dans GUN : 0006101701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Carmaco été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune déléguée d'Annecy-Le Vieux, commune d'Annecy par arrêté préfectoral du 2 mars 2018 modifié pour une durée de 18 ans.

Le gisement est estimé à 1 325 000 tonnes. Le rythme d'extraction est de 75 000 tonnes/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum. Le remblayage total autorisé est de 1 520 000 t pour la remise en état.

Des installations de traitements sont également présentes sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de l'inspection
- Mesures mises en place dans le cadre de la sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
3	Sécheresse 2022	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 4.1.4.	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Prélèvement eau	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.2.	Sans suite
2	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.7.	Sans suite
4	Traitement de la Plainte	Arrêté Préfectoral du 02/03/2018,	Lettre de réponse au plaignant

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
		article 3.1.2.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sous 1 mois, l'exploitant devra justifier la mise en place d'une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Prélèvement eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.2.				
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Prélèvement				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux et l'arrosage des pistes, l'exploitant est autorisé à prélever dans la nappe d'accompagnement du Fier située à 150 mètres environ au Nord du site pour un débit de 2 m³/heure.</p> <p>Ce pompage est implanté à l'extérieur du site.</p> <p>Il est équipé d'un compteur permettant de surveiller le volume prélevé dans la nappe. L'exploitant réalise un relevé mensuel. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce pompage est réalisé avec rupture de charge (pompage avec déversement dans un bassin) ou tout moyen équivalent permettant de s'assurer que le retour d'eau souillée est physiquement impossible.</p> <p>L'eau prélevée est stockée dans une citerne de 30 m³ disposée en hauteur et permettant une alimentation par gravité des différents systèmes d'aspersion du site.</p>				
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant prélève dans le milieu, dans la nappe d'accompagnement du Fier. Dès que le flotteur situé dans la citerne passe le niveau bas, la pompe se déclenche automatiquement. Le seuil bas qui déclenche la pompe est de 20 m³, le niveau haut qui la stoppe est situé à 30m³.</p> <p>Le débit max autorisé est de 2 m³/h</p> <p>3 compteurs sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un compteur général au pied de la citerne sur le tuyau d'alimentation ; • un compteur pour l'aspersion des matériaux en amont de l'installation de traitement ; • un compteur pour l'alimentation de l'atelier et l'arrosage des pistes. <p>La consommation du laveur de roues correspond à la quantité d'eau comptabilisée au niveau du tuyau d'alimentation de la citerne à laquelle on retranche les volumes d'eau comptabilisés au niveau de l'installation de traitement et de l'atelier.</p> <p>Au vu des relevés, la répartition de la consommation selon les différents usages est la suivante :</p>				
Année	Volume prélevé	Installation Traitement	Atelier/Arrosage	Laveur de roues
2019	7564	4 %	2 %	94 %
2020	5286	11 %	7 %	82 %
2021	8318	3 %	2 %	95 %
<p>Lors de la dernière visite, au vu de la répartition de la consommation d'eau, l'inspection a demandé une étude pour mettre le laveur de roue en circuit fermé ainsi qu'un compteur à la sortie</p>				

du dernier bassin de décantation avant le rejet des eaux dans le Fier , cela afin de déterminer le volume d'eau réellement prélevé.

L'augmentation du volume prélevé en 2021 est due à une fissure sur une vanne du laveur. Elle a été réparée dans le cadre de la mise en circuit fermé du laveur de roues en décembre 2021.

L'exploitant réalise un relevé annuel des compteurs. Nous n'avons pas pu voir la consommation d'eau à la date de l'inspection. Cependant, si on analyse les relevés des dernières années, on peut considérer qu'avec la mise en place du laveur de roue en circuit fermé, le prélèvement d'eau effectué par l'exploitant a diminué d'au moins 80 %.

Sous 1 mois, l'exploitant mettra en place un registre pour relever mensuellement l'ensemble des compteurs y compris celui situé avant le point de rejet dans le Fier;

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Surveillance des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.7.

Thème(s) : Risques Chroniques, rejets

Prescription contrôlée :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- concentration des matières en suspension < à 100 mg/l si le flux n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- concentration en Demande Biochimique en Oxygène sur cinq jours (DBO5) < 100 mg/l ;
- concentration en Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté (DCO) < 125 mg/l ;
- concentration en hydrocarbures totaux < 10 mg/l.

La mesure des polluants énumérés ci-avant est réalisé à partir d'un échantillon prélevé selon la norme proportionnellement au débit.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs.

La fréquence de contrôle est annuelle.

Constats :

Comme l'a montré l'étude d'impact lors du renouvellement de l'autorisation de l'exploitation de la carrière en 2018, il n'existe aucune nappe ou poche au droit du site.

Deux point de surveillances des eaux rejetées vers le milieu sont aménagés : un à la sortie du séparateur d'hydrocarbure et un en sortie du bassin d'orage. L'exploitant réalise une mesure 2 fois par an de l'ensemble des paramètres suivis.

La prochaine analyse est programmée pour septembre 2022.

Les précédentes analyses n'ont montré aucun dépassement des seuils.

A la suite de notre dernière inspection, l'exploitant nous a déclaré avoir également mis en place le compteur au niveau du point de rejet dans le Fier (de l'autre côté de la route, en face de l'accès de la carrière). Ce compteur est également suivi annuellement.

A la date de l'inspection, nous avons constaté que ce compteur affiché un volume rejeté dans le fier de 2 769 m³.

Comme précédent, ce compteur devra être relevé mensuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Sécheresse 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 4.1.4.

Thème(s) : Risques Chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable. Il doit en outre, mettre en œuvre, les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets, polluants et à leur surveillance renforcée lorsque, dans la zone d'alerte où il est implanté, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

Arrêté-cadre « Sécheresse » n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022.

Arrêté DDT-2022-0894 du 18 juillet 2022 relatif aux limitations des usages de l'eau niveau alerte renforcée sur le secteur du Fier.

Constats :

Le prélèvement d'eau est effectué dans le Fier. Avec la mise en place du laveur de roues en circuit fermé, on peut estimer que la consommation annuelle sera de l'ordre de 500 m³.

Comme l'a montré l'étude d'impact lors du renouvellement de l'autorisation de l'exploitation de la carrière en 2018, il n'y a pas de nappe au droit du site.

Par ailleurs, l'exploitant rejette dans le Fier en sortie du bassin de décantation.

Les installations de traitement utilisent l'eau uniquement aux points de chute des matériaux. Il n'y a pas de lavage. Le laveur de roues est en circuit fermé depuis décembre 2021.

A la date de l'inspection, l'exploitant ne savait pas :

- où trouver l'information sur les épisodes de sécheresse et de quel bassin il dépend ;
- qu'il existe des différents seuils selon l'épisode de sécheresse.

Actuellement, l'ensemble des informations est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.haute-savoie.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Eau/Secheresse/>

Dans l'arrêté cadre, qui fixe des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse, il existe 4 seuils :

- vigilance ;
- alerte ;
- alerte renforcée ;
- crise.

Sous 1 mois, l'exploitant doit mettre en place une procédure liée à la préservation de la ressource en eau lors d'épisodes de sécheresse.

Cette procédure doit comporter a minima (liste non-exhaustive) les informations suivantes et les actions mises en place doivent être graduées selon le seuil rencontré :

- site où trouver les informations relatives à mon bassin et le seuil associé en période de sécheresse ;
- fréquence de surveillance du site selon chaque seuil et en période normale ;
- fréquence de la maintenance/contrôle des compteurs, pompes, niveau, etc.
- listing des installations qui utilisent l'eau, pourcentage d'eau utilisée dans chaque installation, rendement éventuel ;
- la consommation d'eau utilisée par tonne produite ;
- actions mises en place selon chaque seuil. A chaque seuil l'exploitant se doit de mettre en place des mesures de réduction de sa consommation d'eau. Il doit également démontrer que l'utilisation de l'eau prélevée est indispensable à la continuité économique de son

activité et qu'il optimise sa consommation d'eau, par exemple :

- circuit fermé ;
- calcul du rendement de l'utilisation d'eau dans son installation de traitement et de la consommation d'eau par tonne produite ;
- aspersion plus tôt qu'arrosage et plan des asperseurs ;
- suivi des niveaux d'eau sur les points de prélèvement ;
- et toute action permettant de justifier l'optimisation de sa consommation d'eau sur le site.

Chaque suivi et chaque action doivent être tracés.

L'exploitant transmettra cette procédure. Après analyse par l'inspection des installations classées, il sera proposé de prescrire le suivi et les actions mises en place en période de sécheresse par cette procédure dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Traitement de la plainte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2018, article 3.1.2

Thème(s) : Risques Chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

La vitesse sur le site est limitée à 15 km/h. L'exploitant met en place des asperseurs au niveau de la piste d'accès principale et sur les pistes menant aux fronts supérieurs ou tout système équivalent pour limiter les émissions et les envols de poussières.

Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques l'imposent, afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.

Les véhicules quittant le site ne devront pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.

Constats :

L'inspection a été destinataire d'une plainte de la commune de Dingy-St-Clair se plaignant de « gros nuages de poussières » générés par la carrière.

L'exploitant nous a confirmé que ce nuage provenait de la carrière lorsqu'il marinait les matériaux. Il nous a également déclaré avoir mis les actions suivantes pour réduire les émissions de poussières liées à son activité :

- arrêt du marinage ;
- au vu des consommations précédentes, il maintient l'arrosage des pistes et l'aspersion des matériaux aux points de chute de ses installations de traitement ;
- limitation de la vitesse sur le site ;
- information du personnel.

Il nous a également déclaré qu'il arrêtera les tirs de mines si la situation venait à s'aggraver.

Le prochain cycle de surveillance des poussières environnementales va être mise en place dans les 15 jours qui suit l'inspection.

L'exploitant nous a confirmé qu'il y a dans le plan de surveillance des poussières une jauge owen située au niveau des habitants du secteur « Combe à Bullier » sur la commune de Dingy-St-Clair

Observation :

L'inspection propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de rédiger un courrier de réponse en ce sens à l'attention du plaignant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet